

Nouvelles unions monétaires en Afrique: Est-ce que l'effet sur le commerce international justifie leur formation?

Par Paul Masson, Université de
Toronto

Introduction

- Le continent a été laissé de côté par la globalisation; sa part dans les exportations mondiales n'est que 2 p.c.
- le modèle de gravité explique ceci par le faible niveau du PIB africain
- Etant donnés les effets favorables du commerce sur la croissance, et aussi sur l'objectif de solidarité régional, les résultats de Rose offrent une solution possible: la création d'unions monétaires (UM) en Afrique pour stimuler le commerce
- Il y a plusieurs projets de monnaies régionales et d'une monnaie africaine commune, le but ultime
- Mais est-ce que ces projets ont du sens, compte tenu du manque de discipline budgétaire? Est-ce qu'il y a d'autres moyens de stimuler le commerce?

Les régions et projets d'UM

région	Sigle (français/anglais)	Projet d' UM?
Union du Maghreb Arabe	UMA/AMU	Non
Marché Commun pour l' Afrique Orientale et Australe	COMESA	en 2025
Communauté Economique des Etats de l' Afrique Centrale	CEEAC/ECCAS	Non, mais la CEMAC regroupe certains des pays
Communauté Economique des Etats de l' Afrique de l' Ouest	CEDEAO/ECOWAS	en 2009
Communauté du Développement de l' Afrique Australe	SADC	en 2016
L' Union Africaine	UA	En 2028

L'effet de Rose

- Andy Rose a démontré que l'inclusion d'une variable binaire pour l'appartenance à une UM semble doubler, voire même tripler, les échanges bilatéraux
- Plusieurs ont critiqué sa méthodologie, et il y a un consensus que les effets semblent trop grands.
- Dans le cas de l'Afrique, les estimations sont biaisés parce que le commerce bilatérale est souvent rapporté comme étant zéro, et ces observations sont ignorées
- Il semble donc qu'au plus, il pourrait y avoir un doublement. Nous prenons ce chiffre plafond pour évaluer les gains possibles.
- Nous supposons que les chiffres officiels doivent être majorés de 25 p.c. pour le commerce informel, mais ce montant n'augmente pas avec le passage à l'UM

Le modèle

- Dans des recherches antérieures, nous avons utilisé un modèle à 3 équations pour évaluer les gains de bien-être résultants de la création d'UM
- L'évaluation était négative pour les UM proposées pour l'Afrique, mais nous n'avons pas tenu compte de l'effet sur le commerce
- Le modèle comprend une fonction objective qui pénalise l'inflation, les impôts, et l'écart entre la dépense publique et son cible; par contre, un PIB plus grand augmente le bien-être
- Il y a une équation d'offre à la Barro-Gordon: la banque centrale est tentée de stimuler la croissance en faisant de l'inflation
- Finalement, il y a une contrainte budgétaire qui oblige le gouvernement à se financer par l'impôt ou l'inflation

Les équations

$$y_i = c(\pi_i - \pi_i^e - \tau_i) - \sum_{k \neq i, k=1}^n \theta_{i,k} c(\pi_k - \pi_k^e) + \varepsilon_i$$

$$g_i = \mu \pi_i + \tau_i - \delta_i$$

$$U_i^G = \frac{1}{2} \left\{ -a(\pi_i - \tilde{\pi}(\varepsilon_i))^2 - b\tau_i^2 - \gamma(g_i - \tilde{g}_i)^2 \right\} + y_i$$

Autres hypothèses

- Les banques centrales (BC) ne sont pas indépendantes et ne peuvent pas promettre de ne pas faire de l'inflation (nous sommes en équilibre discrétionnaire)
- Le gouvernement optimise le financement (entre inflation et taxes) et essaie d'atteindre sa cible pour les dépenses
- Mais les dépenses sont en partie improductives; il y a un coin delta entre celles qui augmentent le bien-être et le montant du financement. Une variable clé est la somme F de la cible pour les dépenses et le coin ($F = g + \delta$)
- En UM, la BC est sujette aux pressions dues à F des gouvernements en proportion de leurs PIB. La BC maximise une moyenne pondérée des fonctions objectives nationales par rapport à l'inflation

L'inflation optimale dans les 2 régimes

$$\pi_i^* = \frac{\gamma\mu b}{\Lambda} F_i + \frac{(b + \gamma) + \gamma\mu}{\Lambda} c - \frac{a(b + \gamma)\eta}{\Lambda} \varepsilon_i$$

$$\pi_{MU}^* = \frac{\gamma\mu b}{\Lambda} F_A + \frac{(1 - \theta_A)(b + \gamma) + \gamma\mu}{\Lambda} c - \frac{a(b + \gamma)\eta}{\Lambda} \varepsilon_A$$

remarques

- En UM, c'est la moyenne des chocs et des besoins de financement qui affectent l'inflation
- Si le commerce intrazone $\theta > 0$, la BC en UM a une incitation moins grande à créer de l'inflation (parce que les effets sont davantage internalisés)
- Les effets sur le bien-être dépendent des chocs, des besoins de financement des autres pays, et du niveau du commerce à l'intérieur de l'UM

calibration

- Nous avons estimé les paramètres avec les données africaines
- Le modèle implique que la formation d'une UM réduit le biais inflationniste, mais le manque de discipline budgétaire l'augmente. Donc un pays discipliné n'aurait pas avantage d'en faire partie
- Les simulations suggèrent que l'UEMOA et le CMA en Afrique australe sont bénéfiques à leurs membres

**Commerce régional (chiffres officiels)
moyennes 1995-2000
(en pourcentage des échanges régionaux)**

	Destination des Exports						
Communauté régionale	UMA	COMESA	CEEAC	CEDEAO	SADC	Union Eur.	Reste du Monde
UMA (AMU)	2.7	0.7	0.1	0.5	0.1	71.8	24.2
COMESA	0.8	5.5	0.7	0.2	5.9	41.3	45.6
CEEAC (ECCAS)	0.6	0.7	1.9	0.7	1.0	43.7	51.5
CEDEAO (ECOWAS)	1.0	0.6	1.6	9.1	1.3	37.2	49.3
SADC	0.2	8.3	0.8	0.8	10.3	36.9	42.8

Faibles échanges régionaux

- Sauf pour la CEDEAO et SADC, le commerce officiel à l'intérieur est minime
- Les pays africains commercent surtout avec l'UE et le reste du monde
- Donc les gains qui résulteraient d'un doublement du commerce entre pays des UMs africains sont petits

UM pour COMESA devra faire face à plusieurs problèmes

- Les pays sont très contrastés, avec plusieurs à haute inflation (Angola, RD Congo, Zimbabwe) et/ou des importants déficits publics
- le commerce intra est faible, donc les gains potentiels le sont aussi
- Les pays avec les besoins de financement (F) les plus bas, comme Madagascar, Maurice, la Namibie, Swaziland, et l'Ouganda, verraient une baisse du bien-être conséquent à une UM. Le doublement du commerce ne change que la position du Kenya.
- Les grands gagnants seraient les moins disciplinés (Angola, RD Congo, Ethiopie, Zimbabwe)
- La monnaie ne serait pas une bonne monnaie, mais serait assujettie à l'inflation et la dépréciation

**COMESA: Gains de Bien-Etre de l'UM
(en pourcentage du PIB)**

	Sans effet sur le commerce	Avec doublement du commerce
Angola	18.9	19.7
RD Congo	13.0	14.4
Egypte	0.4	2.4
Ethiopie	9.0	11.4
Kenya	-0.9	1.2
Madagascar	-3.1	-1.0
Malawi	5.8	7.6
Maurice	-21.9	-19.2
Namibie	-10.8	-8.5
Seychelles	25.7	25.8
Soudan	4.9	6.7
Swaziland	-12.6	-10.2
Ouganda	-5.1	-2.9
Zambie	3.3	5.1
Zimbabwe	6.7	8.4

l'UM dans la CEDEAO ne serait pas bénéfique pour l'UEMOA

- La monnaie serait dominée par le Nigéria, qui a eu des problèmes de discipline budgétaire et fait face à des chocs asymétriques par rapp. à ses voisins
- Le Ghana et le Nigéria seraient les seuls gagnants, tandis que l'UEMOA serait perdante. Les chiffres changent peu si le commerce augmente
- Par contre, l'adhésion de quelques pays (Gambie, Guinée, voire le Ghana) à l'UEMOA serait compatible avec les intérêts économiques des uns et des autres, mais ferait face à des objections politiques

**CEDEAO: Gains de Bien-Etre de l'UM
(en pourcentage du PIB)**

	Sans effet sur le commerce	Avec doublement du commerce
UEMOA		
Benin	-8.3	-5.9
Burkina Faso	-7.3	-5.0
Côte d'Ivoire	-8.5	-5.8
Mali	-7.8	-5.3
Niger	-8.9	-6.0
Senegal	-8.6	-5.8
Togo	-8.4	-5.7
Autres		
Gambie	-2.1	0.4
Ghana	5.0	7.1
Guinée	-11.5	-8.6
Nigéria	11.5	13.2
Sierra Leone	-4.0	-1.4

Une UM bénéficierait à SADC mais pas à l'Afrique du Sud

- La politique monétaire du CMA est fixée par la RSA, et non de façon symétrique, et pour cette raison la Rand est une monnaie forte. Elle pourrait perdre cette qualité si la Reserve Bank était remplacée par une nouvelle BC
- Le commerce dans SADC n'est pas négligeable, donc si il doublait les pertes de bien-être seraient réduites, mais pas éliminées.
- On pourrait envisager une expansion sélective du CMA, la RSA gardant la responsabilité pour la politique monétaire

SADC: Gains de Bien-Etre de l'UM
(en pourcentage du PIB)

	Sans effet sur le commerce	Avec doublement du commerce
CMA		
Lesotho	-1.8	-0.8
Namibie	-3.4	-1.5
Afrique du Sud	-3.6	-1.6
Swaziland	-3.4	-1.5
Autres		
Angola	23.2	23.6
Botswana	8.7	10.3
Congo, RD	22.5	23.2
Malawi	13.6	14.9
Maurice	-9.0	-6.8
Mozambique	14.1	15.4
Seychelles	25.4	25.1
Tanzanie	4.5	6.3
Zambie	11.5	12.9
Zimbabwe	14.5	15.8

**Monnaie Unique Africaine: Gains de Bien-Etre par rapport aux Monnaies régionales hypothétiques
(en pourcentage du PIB)**

	Sans effet sur le commerce	Avec doublement du commerce	Pour mémoire: augmentation des exports/PIB
UMA	-0.1	1.0	0.2%
COMESA	4.0	4.8	0.2%
CEEAC	-1.3	-0.1	0.7%
CEDEAO	11.3	10.6	1.0%
SADC	-7.4	-7.8	0.8%

conclusions

- Même si l'on accepte les estimations de Rose sur l'effet de l'appartenance à une UM sur l'expansion du commerce, créer de nouvelles UMs africaines ne semble pas la bonne façon d'y arriver
- De telles UMs incluant tous les pays dans une région ou du continent africain seraient fragiles, parce que leurs coûts pour certains pays deviendraient évidents
- Plus prometteurs pour favoriser le commerce seraient des mesures pour améliorer les infrastructures (ports, routes), éliminer les barrières tarifaires et non-tarifaires, et simplifier et harmoniser la réglementation
- On pourrait envisager aussi une expansion sélective d'UMs existantes, profitant de la crédibilité déjà acquise